

Élections allemandes : le jour d'après

Par **Hans Stark**

Hans Stark est secrétaire général du Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Ifrri et professeur à l'université Paris-Sorbonne.

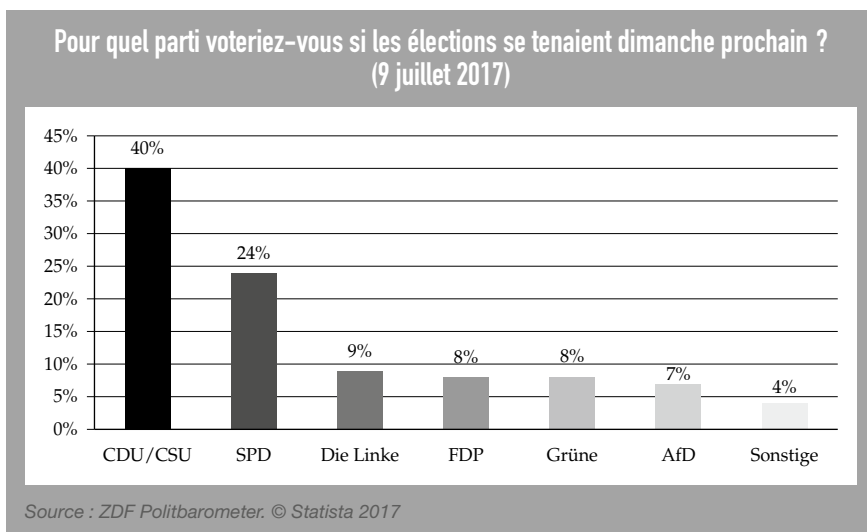
Angela Merkel profite à la fois de sa stature internationale et de la faiblesse de son adversaire social démocrate. Ce dernier a mal géré une série de scrutins régionaux, et la chancelière a toutes les chances de remporter les élections de septembre. Mais elle devra songer à organiser une inévitable sortie. Et la formation d'une nouvelle coalition ne sera pas sans problème, la crise des réfugiés ayant produit une droitisation de ses alliés les plus proches, et d'une part de l'opinion publique.

politique étrangère

Alors que l'alternance régulière, sinon le « dégagisme », semble à la base du fonctionnement des démocraties occidentales, la République fédérale constitue visiblement une exception. Selon toute probabilité, le 24 septembre prochain, le Parti chrétien-démocrate (CDU) d'Angela Merkel remportera une nouvelle fois les législatives.

Vers novembre ou décembre 2017, le prochain contrat de coalition signé, le Bundestag élira Angela Merkel pour la quatrième fois consécutive à la chancellerie – phénomène sans égal dans le monde dit libre, sauf justement en Allemagne qui a vu Konrad Adenauer et Helmut Kohl élus chancelier à quatre reprises. En d'autres termes, la campagne électorale s'achève avant même d'avoir commencé, tant les sondages sont sans appel : depuis mai 2017, la CDU-CSU bénéficie d'une avance stable de 15 points sur le SPD (Parti social-démocrate). Aucune majorité ne se profile contre la CDU. La chancelière dispose, en revanche, de multiples options pour les quatre prochaines années, allant de la simple poursuite de la « grande coalition » avec le SPD, à une coalition de centre-droit avec les libéraux du FDP (Parti libéral-démocrate), en passant par la formule tripartite d'une coalition « jamaïcaine » rassemblant la CDU-CSU, le FDP et les Verts¹.

1. Ce type de coalition doit son nom aux couleurs du drapeau jamaïcain, le noir, le jaune et le vert qui sont les couleurs symbolisant respectivement la CDU-CSU, le FDP et les Verts.



Angela Merkel – une chancelière incontestée ?

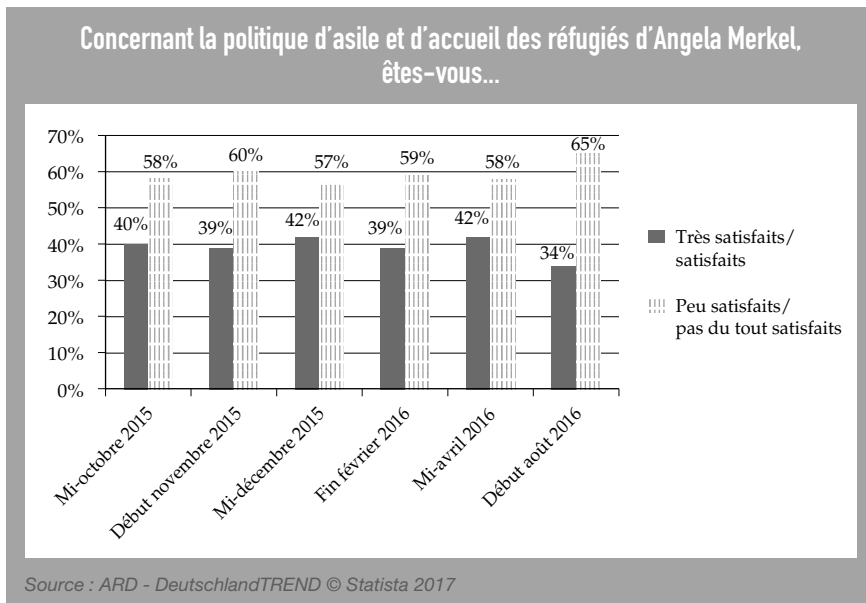
Tout semble donc sourire à Angela Merkel. Elle règne sans partage sur la CDU, qu'elle préside depuis 2000, et profite à la fois des faiblesses de son challenger social-démocrate Martin Schulz et des déchirures des leaders du parti populiste d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD²). De plus, une hypothétique alliance de gauche plurielle rassemblant le SPD, les Verts et le parti d'extrême gauche Die Linke, non seulement n'a pas de majorité dans le pays mais, surtout, n'aurait aucune chance de tomber d'accord ne serait-ce que sur une timide ébauche de programme commun. Pourtant, même victorieuse des élections de 2017, Angela Merkel entamera un quatrième mandat qui sera sans doute le plus difficile de sa carrière.

Rappelons que même en Allemagne la vie politique d'un chancelier chrétien-démocrate peut avoir une fin. Et c'est souvent le quatrième mandat qui sonne le glas. Après quatre victoires consécutives entre 1949 et 1961, Konrad Adenauer, pourtant vénéré comme père fondateur de la République fédérale, ne fut « toléré » par son parti à la chancellerie que contre sa promesse, contrainte et forcée, d'un retrait à mi-parcours de son quatrième mandat. Quant à Helmut Kohl, le tout aussi auréolé « chancelier de l'unité » a bel et bien terminé son quatrième mandat et brigué même un cinquième en 1998. Mais ce fut contre l'avis, et la volonté, des autres ténors de la CDU, qui lui avaient préféré Wolfgang Schäuble, pourtant paralysé après l'attentat de 1990. Helmut Kohl a perdu devant Schröder – défaite d'autant plus lourde

2. Sur l'évolution de l'AfD, voir H. Stark, « Alternative für Deutschland : quels risques pour l'Allemagne ? », Ifri, *Note du Cerfa*, n° 137, mars 2017.

que sur les 18 législatives de la République fédérale entre 1949 et 2013, le SPD n'a devancé la CDU-CSU qu'à deux reprises, en 1972 et 1998. Et il est peu probable que cette tendance s'inverse en 2017.

Réélue, Angela Merkel sera donc inévitablement confrontée à la question : compte-t-elle aller au bout de son mandat et candidater à nouveau, ou choisira-t-elle le moment propice pour se retirer et permettre à son successeur désigné – dont nul ne connaît aujourd'hui l'existence – de préparer la campagne de 2021 dans des conditions permettant aux chrétiens-démocrates de l'emporter ? Cette inconnue va inévitablement affaiblir la chancelière qui, pourtant, entame la campagne de 2017 dans de très bonnes conditions. Si les sondages créditent son parti de 40 % des voix – score absolument exceptionnel après douze années de pouvoir – c'est qu'aucune volonté de changement ne se fait sentir outre-Rhin, en tout cas pas à l'échelle de la majorité des électeurs. Cette quête de continuité et de stabilité – qui résulte aussi des soubresauts du Brexit et de la victoire de Trump – se reflète dans les sondages qui ont toujours été positifs pour la chancelière, à l'exception de la période été 2015-été 2016, durant la crise des réfugiés, où une majorité d'Allemands, pourtant très mobilisés pour permettre leur accueil humain, a demandé une inflexion de la politique de la chancelière.



À l'été 2017, pour la République fédérale (et contrairement à l'Italie), la « crise migratoire » n'est plus qu'un souvenir, le nombre de réfugiés arrivant sur le sol allemand ayant été divisé par cinq par rapport à 2015. Par ailleurs,

la chancelière profite aussi de ce que l'Allemagne affiche une situation économique jugée globalement positive, enjolivant le bilan de son gouvernement en dépit de l'accroissement indéniable des inégalités sociales et du retard accumulé des investissements publics³. Les taux de croissance entre 2014 et 2016 se situent entre 1,6 % et 1,9 %. L'excédent commercial allemand est passé de 197 milliards d'euros en 2013 à 252 milliards en 2016, reflet pour les Allemands de la compétitivité du label « Made in Germany », en dépit des frictions qu'il crée à l'échelle internationale. Enfin, le chômage ne touche plus que 2,6 millions de personnes et est passé sous le seuil des 6 % de la population active, même si le « miracle de l'emploi » cache mal le fait que plus de 20 % de la population active – soit plus de 7 millions de personnes (dont deux tiers de femmes) – vivent dans la précarité et en dessous du seuil de pauvreté⁴. Enfin, et peut-être surtout, la CDU est considérée par les électeurs comme mieux à même que le SPD de garantir la sécurité intérieure, sujet éminemment sensible après les événements de la Saint-Sylvestre à Cologne fin 2015, et l'attentat de Berlin de décembre 2016.

Si la situation politique tourne à l'avantage de la chancelière en cet été 2017, Angela Merkel a toutefois connu une phase difficile en 2016, qui a laissé quelques traces. Force est de constater que les électeurs de la CDU-CSU ont massivement rejeté sa politique migratoire, ce dont a témoigné une série de trois défaites cuisantes en 2016, au Bade-Wurtemberg, en Rhénanie-Palatinat et au Mecklembourg-Poméranie antérieure, de même que la montée en puissance de l'AfD. L'hostilité à l'égard de la « culture de

Le problème de la politique migratoire

bienvenue » a été particulièrement massive en Bavière, dont le ministre-président (et président de la CSU) Horst Seehofer, n'a guère été plus tendre envers la chancelière que les ténors de l'AfD. Lors du congrès de la CSU fin novembre 2015, il avait même fait la leçon, en public, à la chancelière, debout avec elle sur le podium face aux délégués CSU. Depuis cette humiliation, Merkel ne se rend plus aux congrès de la CSU, et même ses rencontres personnelles avec son homologue bavarois – qualifiées par la presse de « sommets de la paix » – se font très rares. Et pour cause, puisque Seehofer, connu pour un franc-parler dont il a fait sa marque de fabrique, avait qualifié la politique migratoire du gouvernement Merkel tantôt de « désastre⁵ », tantôt de « domination du non-droit⁶ » – tout en s'affichant publiquement

3. H. Scheller, « Le dilemme de la politique d'investissement en Allemagne – entre le frein de la dette et un retard croissant de l'investissement ? », *Notes du Cerfa*, n° 131, Ifri, juin 2016.

4. A. Finkenwirth et S. Diemand, « Armutsbericht 2017. Wie arm sind die Deutschen ? », *Die Zeit*, 2 mars 2017.

5. « Die Lage für die Union ist höchst bedrohlich », *Deutschlandfunk*, 6 septembre 2016, disponible sur : <www.deutschlandfunk.de>.

6. « Seehofer unterstellt Merkel "Herrschaft des Unrechts" », *Welt*, 9 septembre 2017, disponible sur : <www.welt.de>.

à plusieurs reprises avec Viktor Orban, l'un des chefs d'État européens les plus critiques à l'égard de la chancelière. La querelle entre cette dernière et Seehofer s'est certes apaisée en 2017, mais les deux présidents des « partis sœurs » CDU-CSU s'opposent toujours sur l'introduction d'un plafond annuel de 200 000 migrants et demandeurs d'asile, seuil dont Seehofer avait fait la condition *sine qua non* pour l'entrée de la CSU au prochain gouvernement en 2017, mais auquel la chancelière a toujours opposé une fin de non-recevoir...

Si les querelles idéologiques entre la CDU et la CSU sont légion et partie intégrante du folklore politique allemand, Angela Merkel ne pouvait complètement ignorer l'opposition interne contre sa politique migratoire. Elle a dû composer avec l'aile conservatrice de son parti, compte tenu aussi des succès électoraux de l'AfD en 2016, essentiellement dus à la politique migratoire. En témoigne l'autocritique de la chancelière au congrès de la CDU à Essen en décembre 2016. Ce congrès a vu la réélection de la chancelière à la tête du parti avec un score certes non négligeable de 89,5 % – mais c'était en même temps son plus mauvais score depuis son arrivée à la chancellerie en 2005. À Essen, où elle avait annoncé son intention, après quelques semaines d'hésitation, de se représenter aux législatives de 2017, la chancelière a en effet dû donner des gages en affirmant que « plus jamais une situation comme celle de l'été 2015 ne devait se reproduire⁷ » – façon évidente de reconnaître un bien-fondé aux critiques contre sa politique. Dans le texte adopté par le congrès, on retrouve d'ailleurs une référence chère à son aile droite sur le respect de la *Leitkultur* (culture de référence), terme très connoté outre-Rhin, utilisé dans le débat public pour souligner la prédominance de l'identité nationale allemande face aux populations immigrées.

En revanche, Angela Merkel n'a pas suivi la demande de la majorité des députés d'abroger la loi sur la double nationalité – mais elle n'a pu empêcher l'adoption d'une motion allant dans ce sens. Cette pique contre Merkel, qu'elle a promis d'ignorer, témoigne du virage à droite de la CDU, emmenée par de « jeunes espoirs » qui s'affichent résolument conservateurs, comme le secrétaire d'État aux Finances Jens Spahn, ou le vice-président de la CDU (et beau-fils de Wolfgang Schäuble) Thomas Strobl. À Essen, la relève a donc marqué sa présence, ses ambitions et sa volonté d'exister : une nouveauté en Allemagne puisqu'Angela Merkel a toujours su asseoir sa domination dans le parti sur un vide politique soigneusement organisé autour d'elle depuis son arrivée à la tête de la CDU en 2000.

7. P. Wittrock, « Merkel-Wahl beim CDU-Parteitag Noch mal geschafft », *Der Spiegel*, 6 décembre 2016, disponible sur : <www.spiegel.de>.

Ce début, encore timide, de révolte interne n'empêchera pas la réélection d'Angela Merkel à la chancellerie fin 2017. Mais il marque peut-être un tournant. À l'échelle internationale, l'image d'Angela Merkel est intacte. Ceci à tel point que certains médias ont voulu voir en elle, sans doute un peu vite, le nouveau défenseur du « monde libre » face à Trump⁸, vision pourtant loin d'être partagée par tous⁹. Même si l'on partage l'opinion de ceux qui insistent sur les limites de la puissance et du rayonnement allemands, il n'en reste pas moins que la marge de manœuvre d'Angela Merkel est aujourd'hui bien plus large à l'échelle internationale qu'au niveau national¹⁰. Lorsqu'elle parvient à imposer ses positions en Allemagne – comme dans l'affaire grecque, où la droite lui reprochait son laxisme – c'est grâce à son rang en Europe et dans le monde. Angela Merkel n'a à son actif ni l'œuvre de réunification d'un Helmut Kohl, ni l'impact des réformes économiques de Gerhard Schröder. Elle a su, avec grand talent, maintenir la stabilité de son pays en le manœuvrant avec calme et sérénité à travers les crises multiples de ces dernières années, mais son bilan en matière de réformes intérieures est plus faible que celui de ces prédécesseurs. Tout comme le bilan de sa politique européenne d'ailleurs.

Les changements les plus spectaculaires que l'Allemagne a connus depuis 2009 – abandon de la conscription, sortie du nucléaire, accueil massif des réfugiés, plus récemment mariage pour tous – ont été imposés par la chancelière sur la base de décisions personnelles, sans débat préalable et pratiquement du jour au lendemain, privant ainsi son parti d'une réflexion véritable sur son positionnement idéologique face aux grandes questions de société. Ceci a certes épargné à la CDU le spectre de la division et des palabres sans fin. Mais la chancelière a pris ces décisions contre son parti, qui ne l'a suivie que tant que le succès électoral était de son côté. Ce qui ne semblait plus être le cas en 2016 lorsque la crise migratoire permettait l'envol de l'AfD. Le résultat fut un très net centrage à gauche des positions politiques de la chancelière, alors que la concurrence exercée par l'AfD, le sentiment d'insécurité dû à la crise migratoire et à la menace terroriste, voire la montée de l'euroscpticisme en Allemagne situaient électeurs et élus de la CDU de plus en plus à droite. Ce tiraillement ne se fera pas sentir en septembre 2017, tant la volonté de vaincre est forte ; mais il pèsera fortement sur le quatrième mandat d'Angela Merkel.

Les effets de la crise de 2015-2016

8. A. Smale et S. Erlanger, «As Obama Exits World Stage, Angela Merkel May Be the Liberal Last Defender», *The New York Times*, 12 novembre 2016, disponible sur : <www.nytimes.com>.

9. «The Merkel Doctrine. Germany is not the Leader of the Free World», *The Economist*, 8 juillet 2017, disponible sur : <www.economist.com>.

10. A. von Lucke, «Rechte Zeiten : Merkel zum Letzten», *Blätter für deutsche und internationale Politik*, n° 1, 2017, p. 7-10.

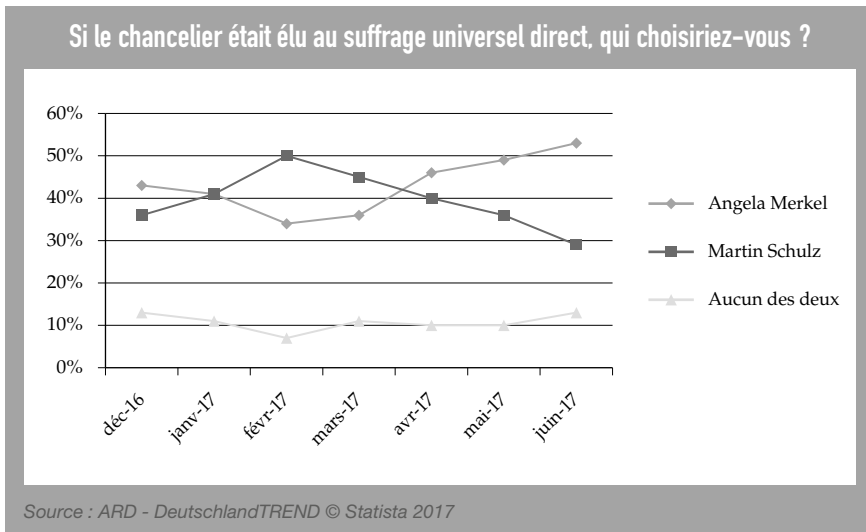
La mission impossible de Martin Schulz

Si l'année 2017 s'annonçait en janvier comme une véritable *annus mirabilis* pour le SPD, elle a toute chance de se transformer en *annus horribilis*. Le retour en grâce d'Angela Merkel auprès des électeurs est inversement proportionnel à la chute dans les sondages du malheureux candidat social-démocrate. Tout avait pourtant bien commencé pour Martin Schulz, qui avait su, dès sa nomination, redynamiser le SPD. Depuis son retour aux affaires en 2013, dans le cadre d'une « grande coalition » renouvelée, le SPD est resté stable dans les sondages. S'il a pu marquer de son empreinte la politique gouvernementale, avec notamment l'introduction du SMIC et d'une retraite minimum en Allemagne, le SPD n'a guère su tirer bénéfice de son rôle de « correctif social », jugé sans doute insuffisant par son électorat toujours traumatisé par les réformes sociales Hartz, adoptées rappelons-le sous un gouvernement de gauche. Entre septembre 2013 et novembre 2015, le SPD ne décolle pas dans les sondages, qui lui donnent 25 % des voix. La situation a même tendance à empirer, puisque le SPD suit le déclin de la CDU et tombe à presque 20 % des intentions de vote début 2016, du fait de son soutien à la politique migratoire d'Angela Merkel (c'est à ce moment que l'AfD connaît ses meilleurs scores et monte à 12 % dans les sondages¹¹). L'accord UE-Turquie conclu, et la « route des Balkans » fermée, le flot de réfugiés diminue à nouveau pendant la deuxième moitié de l'année 2016. Cela a certes permis au SPD de remonter dans les sondages, mais sans atteindre le niveau antérieur à la politique d'ouverture des frontières. C'est alors que Sigmar Gabriel, président et probable candidat à la chancellerie du SPD tire la sonnette d'alarme et décide, seul, de confier à Martin Schulz, le très populaire président du Parlement européen, à la fois la présidence du parti et le statut de « candidat à la chancellerie ». L'affaire fut donc réglée entre les deux hommes et non pas, comme en France, par le biais de « primaires », qui n'existent pas outre-Rhin.

Ce changement inattendu et l'arrivée à la tête du SPD d'une personnalité à la fois joviale et charismatique furent reçus par les électeurs de gauche avec enthousiasme, et perçus comme le signe d'un nouveau départ. Entre janvier et mars 2017, le SPD fait alors un bond de 10 points dans les sondages, passant de 23 % à 33 % des intentions de vote, mouvement très exceptionnel dans un pays où les lignes bougent peu, et lentement. Près de la moitié des sondés exprimaient alors des sympathies pour le SPD, et notamment pour Martin Schulz, qui représentait à la fois la proximité (il fut jadis maire de village) et « l'ouverture sur l'international » comme

11. R. Köcher, « Auf der Achterbahn », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 21 juin 2017.

ancien président – polyglotte de surcroît – du Parlement européen¹². Schulz exploite alors au mieux l’atout de l’unité retrouvée de son parti autour de sa candidature, qui tranche avec les doutes qui s’emparent au même moment de la droite quant au profil jugé trop centriste d’Angela Merkel. Il tire bien sûr aussi profit du score exceptionnel de 100 % avec lequel il a été élu à la tête du SPD¹³. Enfin, Schulz mise à fond sur le repoussoir Trump-Le Pen, en se prononçant en faveur d’une Europe plus intégrée, mais aussi plus sociale et plus proche des citoyens, tout en laissant entendre qu’une fois élu chancelier, il s’attaquerait aux problèmes de précarité et d’injustice sociale dans son pays en remodelant les fameuses lois Hartz¹⁴. En février/mars 2017, la popularité de Martin Schulz est à son comble, dépassant largement celle d’Angela Merkel.



C’est alors que Schulz commet ses erreurs. Il annonce sa victoire à venir aux élections de septembre, confondant visiblement sondages du jour et élections futures. Il sous-estime aussi le fait que les Allemands, en tout cas une majorité d’entre eux, n’ont pas envie de changer de politique, en dépit des sympathies qu’ils expriment pour le challenger du SPD. Enfin, il mise à tort sur la formation d’une coalition gouvernementale sans la CDU, qui passerait, selon lui, par la formation d’une coalition de gauche plurielle

12. Voir le sondage en ligne ARD-Deutschlandtrend/Infratest Dimap, mars 2017, disponible sur : <www.infratest-dimap.de>.

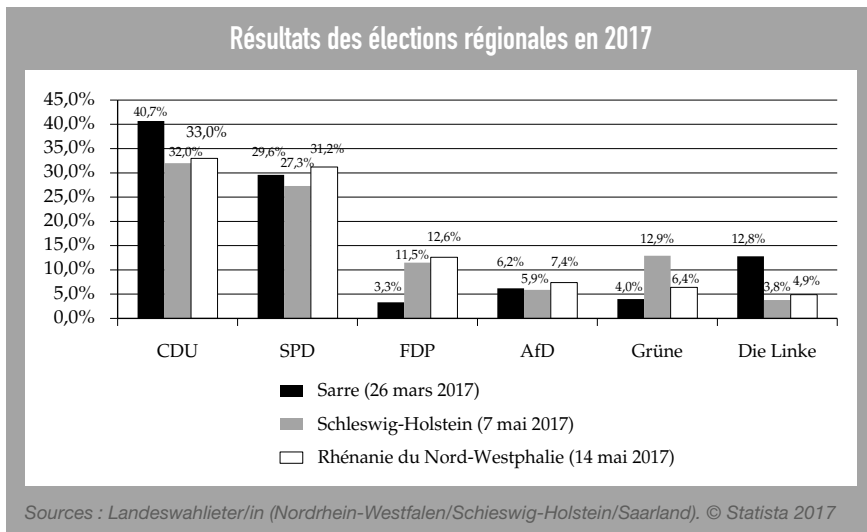
13. Martin Schulz a été élu à l’unanimité par les 605 délégués lors du congrès du SPD le 19 mars 2017.

14. A. von Lucke, « Glücksfall Martin Schulz ? », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, n° 3, 2017, p. 5-8.

«rouge-rouge-verte», alors que de profondes divergences sur la politique internationale, sur l'UE et sur les questions sociales opposent Die Linke au SPD et aux Verts. Par ailleurs, de toutes les coalitions potentiellement envisageables (une coalition incluant l'AfD étant d'emblée exclue), une formation «rouge-rouge-verte» est de loin celle qui a le moins de soutien des électeurs, même si les Allemands l'acceptent à l'échelle régionale, comme c'est le cas à Berlin¹⁵.

Mais Schulz a surtout très mal géré les trois élections régionales du printemps, en mars en Sarre puis en mai au Schleswig-Holstein et en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Ces trois élections – présentées par Schulz comme un test pour le 24 septembre alors qu'elles avaient chacune leur logique régionale propre – se sont soldées par de lourdes défaites pour le SPD, sapant totalement la campagne de son nouveau président. En Sarre, avec 11 points d'écart entre la CDU et le SPD, le résultat était une catastrophe pour ce dernier, crédité alors de 33 % dans les sondages à l'échelle nationale et n'obtenant que 27,6 % dans ce petit Land d'à peine un million d'habitants. La victoire de la CDU (40,7 %) ne traduisait d'ailleurs même pas un vote d'adhésion à Angela Merkel, mais le soutien local à la très populaire (et modérée) ministre-présidente Annegret Kramp-Karrenbauer – qu'on appelle également la «Merkel de la Sarre» tant le style de gouvernance sobre des deux femmes les rapproche l'une de l'autre. Loin de vivre un «effet Schulz» en Sarre, les Allemands ont découvert «l'effet AKK».

SPD : la catastrophe des scrutins régionaux



15. «Das rot-rot-grüne Schreckgespenst lebt», *Der Spiegel online*, 5 mai 2017, disponible sur : <www.spiegel.de>.

Certes, ce résultat s'explique aussi par le fait que les Allemands ont tendance à confirmer à leurs postes les ministres-présidents des Länder, présentés souvent comme des « pères (ou mères) de la patrie » (*Landesvater*). En 2015 et 2016, lors des sept élections régionales qui ont précédé celle de la Sarre, les chefs des gouvernements régionaux sortants ont tous été reconduits dans leurs fonctions. La continuité qui caractérise la vie politique allemande à l'échelle nationale s'avère en effet plus prononcée encore à l'échelle régionale. Par conséquent, compte tenu du taux de popularité de Martin Schulz au printemps 2017 et de l'attachement des Allemands à leurs ministres-présidents en exercice, la Sarre n'aurait dû être « qu'un accident de parcours », et le SPD aurait dû gagner haut la main les élections au Schleswig-Holstein et en Rhénanie-du-Nord Westphalie, les 7 et 14 mai 2017, deux Länder ayant une majorité de gauche.

Or il n'en fut rien. Au Schleswig-Holstein, gouverné depuis 2012 par une coalition sous direction du SPD, le parti de Martin Schulz a essuyé une nouvelle défaite (27,3 %), alors que la CDU, représentée par Daniel Günther, figure locale totalement inconnue du grand public, l'emportait avec 32 % des voix. Ce nouveau revers pour le SPD avait certes encore des raisons avant tout locales (une sordide histoire de divorce du ministre-président sortant¹⁶), mais comme en Sarre « l'effet Schulz » n'avait pas joué. En revanche, les deux victoires en Sarre et au Schleswig se sont révélées extrêmement encourageantes pour Angela Merkel, au sujet de laquelle, voici quelques mois encore, beaucoup, au sein de la CDU, se demandaient si, décidant d'être à nouveau candidate en 2017, elle ne brigait pas le mandat de trop.

La claque décisive, qui a étouffé la campagne de Martin Schulz avant même qu'elle n'ait commencé, fut la défaite en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Ce Land de près de 18 millions d'habitants, le plus peuplé d'Allemagne, est depuis 1966 (quasiment sans discontinuité) gouverné par le SPD. La perte en mai 2005 de ce fief électoral avait à tel point affaibli le chancelier Schröder que ce dernier avait provoqué des élections législatives, fait rarissime en Allemagne, qu'il avait perdues trois mois plus tard au profit d'Angela Merkel. Le SPD sera en mesure de reconquérir ce Land dès 2010, avec à sa tête Hannelore Kraft qui formera une coalition avec les Verts jusqu'en mai 2017. L'élection du 14 mai constitue donc une défaite très lourde pour le SPD qui, avec 31,2 %, perd 8 % par rapport au dernier vote de 2012, alors que la CDU dirigée par Armin Laschet (à l'instar de Kramp-Karrenbauer, un proche de la chancelière), gagne 6 points,

16. «Schleswig-Holstein. SPD nennt Privatleben Albig's als Grund für die Wahlniederlage», *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 8 mai 2017.

à 33 % des voix. Grâce au score surprenant des libéraux du FDP (12,6 %), la CDU est alors en mesure de former une coalition de centre-droit dans le Land. Les électeurs de Rhénanie-du-Nord-Westphalie étaient certes appelés à se prononcer sur le bilan d'Hannelore Kraft (jugé très négatif sur les plans des infrastructures, de la sécurité intérieure et de la communication avec la presse), et non sur Martin Schulz. Mais ce dernier se relèvera d'autant moins facilement de cette troisième défaite en deux mois qu'on lui reprochera d'avoir cédé à la pression d'Hannelore Kraft, qui lui avait demandé de se tenir à l'écart de la campagne électorale de Rhénanie-du-Nord pour mieux se mettre en valeur elle-même. Du coup, pendant un mois, Martin Schulz s'est fait tellement discret qu'une véritable rupture s'est produite entre son élection à la tête du SPD en avril et la fin de la campagne en Rhénanie-du-Nord un mois plus tard, tuant littéralement la dynamique électorale que l'ancien président du Parlement européen avait su mettre en place au début de l'année¹⁷.

Ainsi, entre la mi-mars et la mi-juin 2017, Martin Schulz perd 16 points dans les sondages (et le SPD 10), alors qu'Angela Merkel en gagne 17 (et la CDU-CSU 8). Dans ces conditions, la partie semble définitivement perdue pour Schulz. Ce dernier tente désespérément d'alimenter sa campagne électorale en thèmes de fond, qu'il s'agisse de l'Europe, de la politique des retraites, de la politique fiscale ou du programme d'investissements dans les infrastructures, mettant ainsi en évidence les déficits structurels accumulés depuis ces dernières années en Allemagne. Quant à Angela Merkel, sûre de sa victoire à venir, elle n'a guère besoin de mener campagne, et encore moins de répondre aux interrogations de Martin Schulz. La présence médiatique d'Angela Merkel sur le plan international suffit pour suggérer aux électeurs à quel point l'Allemagne a toujours besoin d'elle, sans qu'elle soit contrainte d'aborder en détail les points qui fâchent. Même les débordements du sommet du G20 à Hambourg n'ont pu lui être reprochés, les affaires de police et de justice étant du ressort des Länder. Or, la ville-État de Hambourg est gouvernée par le SPD : la candidate-chancelière n'a guère eu besoin de le faire savoir...

Merkel IV – avec quelle coalition et pour quelle Europe ?

S'il semble exclu, compte tenu de l'énorme écart entre la CDU-CSU et le SPD à l'été 2017, qu'Angela ne se succède pas à elle-même, il n'est pas sûr qu'elle puisse pour autant choisir librement son partenaire de coalition, la majorité gouvernementale découlant bien davantage du vote des électeurs

17. A. von Lucke, « Martin Schulz und das Ende der Illusionen », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, n° 6, 2017, p. 5-8.

que du libre choix de la chancelière. Or, c'est du choix du partenaire de coalition que dépend en grande partie le succès de la relance du tandem franco-allemand et, avec elle, du projet européen.

À l'été 2017, les sondages donnent entre 38 % et 40 % à la CDU-CSU et entre 8 % et 10 % au Parti libéral (FDP), qui fera ainsi son retour au Bundestag. Ensemble, même avec 48 % des voix, les deux partis auront la majorité absolue des sièges, même si elle doit être courte¹⁸. Électeurs et cadres chrétiens-démocrates auront sans doute une très nette préférence pour une coalition avec le FDP, qui se situera nettement plus à droite que l'actuelle « grande coalition », même si la coalition précédente entre les deux partis (2009-2013) n'a pas laissé que de bons souvenirs. Un gouvernement de droite libérale permettra toutefois d'endiguer plus aisément les « écarts » idéologiques de la chancelière, et d'accentuer le profil conservateur de la CDU, malmené depuis 2013.

Une coalition « jamaïcaine » ?

En revanche, la marge de manœuvre européenne d'Angela Merkel sur le plan de la défense européenne et de la gouvernance de la zone euro sera fortement limitée en cas de coalition avec le FDP. Proche des milieux d'affaires, ce dernier présente un programme économique axé pour l'essentiel sur une double priorité : la réduction de la pression fiscale et le respect de la rigueur à la fois budgétaire et monétaire – une orientation soutenue par une majorité de chrétiens-démocrates. Dans un gouvernement Merkel IV où le ministère des Finances resterait entre les mains de Wolfgang Schäuble, et où les ministères des Affaires étrangères et de l'Économie seraient cédés aux ténors du FDP, Angela Merkel aurait le plus grand mal à faire accepter par sa majorité les propositions d'Emmanuel Macron, qu'il s'agisse d'un budget de la zone euro, ou du choix d'un « ministre » de la zone euro. Il faudrait, au contraire, s'attendre à un nouvel accroissement de l'excédent commercial allemand, et à un net refus d'une politique d'investissement public à l'échelle nationale, laquelle serait incompatible avec une réduction de la pression fiscale à laquelle aspirent les Allemands. Enfin, le FDP ayant toujours propagé une « culture de la retenue » sur le plan militaire, l'Europe de la défense devrait se faire sans que l'Allemagne y assume sa part de façon sérieuse.

Pareil scénario, le plus probable à la veille des élections, pourrait théoriquement être évité si, faute de majorité absolue suffisamment stable pour la CDU-CSU et le FDP, les Verts entraient également au gouvernement.

18. M. Geis, « Schwarz-Gelb ? Im Ernst ? Plötzlich ist die Vergangenheit wieder da : nicht nur in Düsseldorf scheint eine Koalition von CDU und FDP möglich », *Die Zeit*, 18 mai 2017.

Une « coalition jamaïcaine » aurait certes l'avantage, aux yeux de la chancelière, de corriger les excès néolibéraux du FDP. Mais la CSU, qui donnera, quant à elle, la priorité aux élections régionales bavaroises de 2018, verrait sans doute d'un mauvais œil qu'un parti qui a fait du lobbying pour le « mariage pour tous » et défend une politique d'ouverture aux réfugiés et de fermeté vis-à-vis de Moscou et Budapest entre au gouvernement – positions diamétralement opposées à celles du « parti-sœur » de la CDU. À un an des élections en Bavière, il sera difficile pour Horst Seehofer d'accepter ce type de coalition.

Reste, en cas d'échec d'une coalition jamaïcaine, la poursuite de la « grande coalition ». Or le SPD n'entrera comme *junior partner* dans un gouvernement Merkel IV que si aucune autre constellation politique n'a obtenu la majorité absolue : par sens du devoir... En cas de majorité CDU-CSU/FDP, le SPD préférera le rôle de l'opposition. Pour le projet européen, le maintien aux affaires des sociaux-démocrates – et de leurs ministres aux postes clés des Affaires étrangères et de l'Économie, – serait sans doute la meilleure des solutions. Sigmar Gabriel et Martin Schulz plaident tous deux pour une politique combinant la priorité aux infrastructures et une solidarité budgétaire accrue au profit des partenaires méditerranéens de la zone euro. L'entrée au gouvernement de Martin Schulz serait également un gage pour l'orientation pro-européenne d'un gouvernement Merkel IV – et permettrait à la chancelière d'occuper peut-être un jour, dans les livres d'histoire, la place qu'elle n'y a pas encore acquise. Sans mentionner que le maintien du SPD au gouvernement est la condition *sine qua non* du redémarrage de la coopération franco-allemande. Mais les électeurs allemands décideront si tel est leur désir.



Mots clés

République fédérale d'Allemagne
Législatives
Angela Merkel
Coalitions

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2017

► S'abonner à la revue

		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 80,00 €	■ 100,00 €
	e-only	■ 65,00 €	■ 80,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 175,00 €	■ 195,00 €
	e-only	■ 130,00 €	■ 150,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue

	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 60 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/__

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 065 095

Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement disponibles à cette adresse : <http://www.revues.armand-colin.com/cga>
Les informations collectées nous permettront de mieux servir votre commande et de vous informer sur nos produits et services. Conformément à la loi du 6 août 2004 (N° 2004-801) modifiant la loi française « Informatique et Libertés » de 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, vous pouvez nous adresser un courrier à Dunod Éditeur - Service Ventes Directes - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, ou par mail à infos@dunod.com

